

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 11 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1977	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 4

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 518

Περὶ κυρώσεως τῶν ἐν Καΐρῳ τὴν 11ην Φεβρουαρίου 1976 ὑπογραφεισῶν Συμφωνιῶν, μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου, ἐπὶ τοῦ Ἐμπορίου καὶ Πληρωμῶν μετὰ τοῦ συνημμένου εἰς τὴν Συμφωνίαν Πληρωμῶν Πρωτοκόλλου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Κυροῦνται καὶ ἔχουν ἰσχὺν νόμου αἱ ἐν Καΐρῳ τὴν 11ην Φεβρουαρίου 1976 ὑπογραφεῖσαι Συμφωνίαι, μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου, ἐπὶ τοῦ Ἐμπορίου καὶ Πληρωμῶν μετὰ τοῦ συνημμένου εἰς τὴν Συμφωνίαν πληρωμῶν πρωτοκόλλου, ὧν τὰ κείμενα ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχουν ὡς **ἕπονται:**

ACCORD COMMERCIAL

Entre le Gouvernement de la République de Grèce et le Gouvernement de la République Arabe d' Egypte.

Le Gouvernement de la République de Grèce et le Gouvernement de la République Arabe d' Egypte prenant en considération les conditions favorables qui existent pour un développement plus avancé des relations commerciales entre les deux Pays et animés du désir d' encourager ce développement sur la base d' égalité et d' avantage mutuel, sont convenus de conclure le présent Accord Commercial.

Article 1.

Les deux Gouvernements prendront toutes les mesures nécessaires, conformément aux dispositions du présent Accord, dans le cadre de la réglementation en vigueur dans chacun des deux Pays, pour faciliter et développer les échanges commerciaux d' une manière équilibrée et harmonieuse pendant la période de la validité du présent Accord.

Article 2.

Les Parties Contractantes s' accorderont réciproquement la clause de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits de douane, les droits accessoires, les droits et taxes intérieurs, de même qu' en ce qui concerne la manière de percevoir ces mêmes droits et taxes, les règlements douaniers et les diverses formalités douanières relatives à l' importation et à l' exportation des marchandises d' origine et de provenance de l' une des Parties Contractantes. Ce traitement ne s' applique pas :

a) aux avantages qui sont ou seraient accordés par l' une des Parties Contractantes à d' autres Etats, dans le but de former avec eux une union douanière, ou d' établir une zone de libre échange.

b) aux avantages qui sont ou seraient accordés par l' une des Parties Contractantes pour faciliter le trafic frontalier avec des Etats limitrophes.

Article 3.

Le règlement de la valeur des marchandises échangées entre les deux Parties Contractantes concernant les produits indiqués dans les Listes A (exportations égyptiennes) et B (exportations helléniques)s' effectuera par la voie du Clearing conformément aux dispositions de l' Accord des Paiements entre les deux Pays, signé en date de ce jour.

Les Listes en question seront valables pour la première année de la validité du présent Accord, et elles constitueront la base pour l' établissement des nouvelles listes pour la deuxième et troisième années de la validité de l' Accord.

Article 4.

Les deux Parties Contractantes, permettront l' importation et l' exportation d' autres produits en dehors de ceux indiqués dans les Listes A et B mentionnées dans l' article 3 para. a. La valeur des produits non repris dans les Listes A et B, ainsi que les frets, les primes d' assurance et les frais y afférents seront réglés en monnaies convertibles acceptées par les deux Parties.

Article 5.

Les deux Parties Contractantes autoriseront l' importation et l' exportation des marchandises qui feront l' objet d' échanges entre les deux Pays, conformément aux dispositions du présent Accord et de leurs législations en vigueur.

Article 6.

Les deux Parties Contractantes se sont mises d' accord que les prix des marchandises livrées en vertu du présent Accord, soient établis sur la base des prix mondiaux, c' est à dire des prix pratiqués sur les principaux marchés pour les mêmes marchandises.

Article 7.

Les marchandises à échanger seront destinées à la consomation intérieure du Pays importateur; en cas contraire la possibilité d' une réexportation éventuelle sera soumise au consentement préalable des autorités compétentes des deux pays.

Article 8.

Les deux Parties Contractantes en conformité de leurs réglementations respectives faciliteront les entreprises intéressées à participer aux foires et aux expositions commerciales qui auront lieu sur le territoire des deux Pays. Elles faciliteront aussi l' exploration du marché et l' échange des informations.

Article 9.

Les articles importés dans chacun des deux Pays et destinés à être exposés aux foires, expositions et adjudications, les échantillons et outillage utilisés pour l' assemblage et l' installation des machines, ainsi que tout autre article prévu par la réglementation interne, seront dans chacun des deux Pays admis temporairement en franchise des droits et des impôts, en conformité aux règlements et aux formalités de douane établis pour assurer leur réèxportation ou le paiement des droits de douane prescrits en cas de non-réexportation dans le délai prévu.

Article 10.

Une Commission Mixte composée de représentants des deux Parties Contractantes sera constituée. Cette Commission aura pour tâche d' établir les Listes d' échange de produits prevues à l' article 3 de cet Accord, examiner les conditions du fonctionnement du présent Accord et faciliter son exécution. Elle pourra notamment faire toute proposition en vue d' élargir les possibilités d' échanges et d' améliorer les relations commerciales entre les deux Pays.

La Commission Mixte se réunira une fois par an alternativement à Athènes et au Caire.

Article 11.

Le présent Accord remplace l' Accord Commercial entre les deux Pays du 21 Mai 1953, ainsi que les Protocoles y relatifs et ses annexes respectives. Il entre en vigueur rétroactivement à partir du 1er janvier 1976 et il expire le 31 décembre 1978. Après cette date, faute d' être dénoncé par l' une des Parties Contractantes trois mois avant son expiration, il sera tacitement prolongé d' année en année, chacune des Parties Contractantes conservant la faculté de notifier par un préavis écrit de trois mois avant l' expiration d' un quelconque des délais annuels, à l' autre Partie Contractante son intention de mettre fin à sa validité.

Le présent Accord est sujet à ratification par les autorités compétentes des deux Pays.

L' expiration du présent Accord n' affectera pas la validité légale et l' exécution des contrats conclus dans le cadre de cet Accord entre les entreprises intéressées et approuvés par les autorités compétentes des deux Pays.

Fait au Caire le 11 février 1976 en deux exemplaires originaux en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République de Grèce	Pour le Gouvernement de la République Arabe d' Egypte
JEAN M. VARVITSIOTIS	ZAKARIA TAWFIK ABDEL - FATTAH

Liste «A»

Produit égyptiens à exporter vers la République de Grèce pendant la première année conventionnelle.

Produits	Quantités	Valeur en $ USA
Coton		12.000.000*
Pétrole brut	tons 400.000	
Mélasse		500.000
Textiles de coton et autres textiles		250.000
Articles en verre		50.000
Riz cargo		300.000
Produits pharmaceutiques		50.000
Glycérine		50.000
Boissons alcooliques		50.000
Boits artificiels (Novopan)		200.000
Produits plastiques		100.000
Déchets de lin		200.000
Naphtaline		100,000
Phosphates bruts		P.M.
Divers		300.000

* Les quantités de coton qui ont été ou seront exportées à partir du 1er janvier 1976 en exécution de contrats déjà conclus et approuvés par les autorités compétentes des deux Pays, ne seront pas calculées à la charge du contingent ci-dessus mentionné.

Liste «B»

Produits grecs à exporter vers la République Arabe d' Egypte, pendant la première année conventionnelle.

Produits	Valeur en $ USA
Tabac	26.000.000*
Olives	800.000
Pâtes d' Huile d' olive	400.000
Distillés de vins	1.800.000
Produits pharmaceutiques	700.000
Colophane	150.000
Emeri	50.000
Mastic	50.000
Caroubes	50.000
Papier et produits de papier	200.000

* Ce contingent sera exécuté proportionnellement 40 % environ pour des tabacs burley, et 60 % environ pour des tabacs orientaux.

Les quantités des tabacs qui ont été ou seront exportées à partir du 1er janvier 1976 en exécution de contrats déjà conclus et approuvés par les autorités compétentes des deux Pays ne seront pas calculées à la charge du contingent ci-dessus mentionné.

ACCORD DE PAIEMENTS

entre la République de Grèce et la République Arabe d' Egypte.

Le Gouvernement de la République de Grèce et le Gouvernement de la République Arabe d' Egypte désireux de faciliter et de régler les paiements courants entre les deux Pays, ont convenu ce qui suit :

Article 1.

Les paiements courants entre les deux Pays définis dans la Liste ci-jointe qui fait partie intégrante de cet Accord - effectués par des personnes physiques ou morales, résidant dans la République Arabe d' Egypte à des personnes physiques ou morales résidant dans la République de Grèce ou inversement, seront effectués dans le cadre des stipulations du présent Accord et tenant compte des réglements généraux en vigueur dans les deux Pays Contractants.

Article 2.

Dans ce but, la »Central Bank of Egypt» agissant pour le compte du Gouvernement de la République Arabe d' Egypte, ouvrira dans ses livres au nom de la Banque de Grèce, agissant pour le compte du Gouvernement de la République de Grèce, un compte non productif d' intérêt et sans frais, en Dollars U.S.A. (monnaie de compte) dénommé «GREEK ACCOUNT 1976».

Ce compte sera crédité de tous les paiements mentionnés dans la Liste ci-jointe, effectués par des personnes physiques ou morales, résidant dans la République Arabe d' Egypte en faveur des personnes physiques ou morales résidant dans la République de Grèce, et sera débité de tous les paiements mentionnés dans la Liste ci-jointe, effectués par des personnes phsiques ou morales morales, résidant dans la République de Grèce en faveur des personnes physiques ou morales, résidant dans a République Arabe d' Egypte.

Article 3.

Les soldes que présenteront la date de la mise en vigueur du présent Accord les comptes «GREEK ACCOUNT», prévu par l' Accord de Paiements du 30.6.1962 et «GREEK ACCOUNT B» prévu par le Protocole du 30.6.1962, annexé à l' Accord en question seront transferés au compte «GREEK ACCOUNT 1976» prévu par l' article 2 du présent Accord.

Les paiements se rapportant aux transactions conclues et approuvées par les autorités compétentes de deux Pays qui devraient avoir lieu par l' intermédiaire du compte «GREEK ACCOUNT» seront effectués par l' intermédiaire du «GREEK ACCOUNT 1976».

Article 4.

Les contrats relatifs aux échanges des marchandises entre les deux Pays seront conclus en Dollars U.S.A. et les factures seront libellés à la même monnaie.

Article 5.

Pour autant que les autorités compétentes des Pays interessés se mettent préalablement d' accord sur chaque cas concret, des transferts pourront être effectués du «GREEK ACCOUNT 1976» à un compte d' un pays tiers avec lequel la Grèce et la République Arabe d' Egypte sont liées par un Accord de Paiements.

Article 6.

Le compte «GREEK ACCOUNT 1976» mentionné dans l' article 2 de cet Accord peut montrer un solde débiteur ou créditeur jusqu' à une limite de 10.000.000 de Dollars U.S.A.

Tout excédent de la limite précitée sera réglé chaque fois par la Banque débitrice à la demande de la Banque créditrice en dollars libres U.S.A. ou en toute autre monnaie convertible acceptable par la Banque créditrice.

Article 7.

La «Central Bank of Egypt» et la Banque de Grèce se mettront d' accord sur les modalités techniques nécessaires au fonctionnement régulier du présent Accord.

Article 8

Si, à l' expiration du présent Accord le «GREEK ACCOUNT 1976» prévu par l' article 2 présente un solde créditeur ou débiteur, les deux Parties Contractantes prendront les mesures nécessaires pour ce solde soit utilisé dans in délai d' une année pour l' achat de marchandises ou pour effectuer des paiements courants prévus dans la Liste annexée, suivant les dispositions du présent Accord. Aprés l' expiration de ce dernier délai, le solde sera réglé par la Banque débitrice en Dollars U.S.A. libres ou en une autre monnaie convertible acceptable par la Banque créditrice.

Article 9

Le présent Accord remplace l' Accord de Paiements en vigueur entre la République de Grèce et la République Arabe d' Egypte ainsi que le protocole et les lettres y annexés. Il entre en vigueur le jour de sa signature et expire le 31.12.1978. Aprés cette date, faute d' être dénoncé par l' une des Parties Contractantes trois mois avant son expiration, il sera tacitement prolongé d' année, en année, chacune des Parties Contractantes conservant la faculté de notifier par un préavis écrit de trois mois avant l' expiration d' un quelconque des délais annuels, à l' autre Partie Contractante son intention de mettre fin à sa validité.

Le présent Accord est sujet à ratification par les autorités compétentes des deux Pays.

Fait au Caire le 11 février 1976 en deux exemplaires originaux en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République de grèce	Pour le gouvernement de la République Arabe d' Eypte
JEAN M. VARVITSIOTIS	ZAKARIA TAWFIK ABDEL-FATTAH

LISTE DES PAIEMENTS COURANTS

1. Les paiements pour les marchandises et produits échangés entre les deux Pays, dont mention est faite à l' Article 3 de l' Accord Commercial signé en date de ce jour, ainsi que tous les frais y relatifs.

2. Les frais de Banque, les commissions, etc.........

3. Les frais d' entretien des représentations diplomatiques, consulaires, commerciales et autres représentations et délégations.

4. Recettes consulaires.

5. Les frais de voyage et de séjour.

6. Les droits et redevances relatifs aux brevets, marques de fabrique' licences, droits d' auteurs et autres droits similaires.

7. Les primes et indemnités d' assurance et de réassurance.

8. Les salaires, pensions, traitements, appointements et honoraires.

9. Les dépenses concernant les activités sociales et culturelles : Foires et expositions, activités sportives, artistiques et autres activités similaires.

10. Les réparations des bateaux, les fournitures usuelles aux bateaux exceptés les combustibles.

11. Les règlements périodiques des administrations de P.T.T. etc.

12. Frets résultant du transport de marchandises et de personnes entre les deux Pays, dùs aux compagnies maritives et aeriennes Helléniques et de la République Arabe d' Egypte. Toutefois les frets résultant du transport de marchandises et de personnes, entre l' un des Deux Pays et des Pays tiers sont réglés en devises libres.

13. Les frais de port.

14. Les paiements résultant de la coopération scientifique et technique : entrainement des ressortissants et délégations d' experts.

15. Impôts et taxes légaux : amendes et frais afférents.

16. Autres paiements acceptés par les autorités compétentes des deux Pays.

PROTOCOLE

Annexé à l' Accord de Paiements entre la République de Grèce et la République Arabe d' Egypte signé le février 1976.

Se référant à l' Accord de Paiements entre la République de Grèce et la République Arabe d' Egypte signé en date de ce jour, les deux Parties Contractantes ont convenu ce qui suit :

Par le compte «GREEK ACCOUNT 1976» prévu à l' article 2 de l' Accord susmentionné entre la République de Grèce et la République Arabe d' Egypte seront effectués les transferts: a) des capitaux des ressortissants des deux Pays, au moment ou ils quittent définitivement le Pays de leur résidence, jusqu' à concurrence de la contrevaleur de 5.000 Libres Egyptiennes, par famille, b) les capitaux des Legs institués par des ressortissants des deux Pays dans des buts éducationnels et d' utilité publique ou sociale jusqu' à concurrence, de la contrevaleur de 2.000 Livres Egyptiennes.

Le présent protocole faisant partie intégrante de l' Accord de Paiements entre la République de Grèce et la République Arabe d' Egypte signé en date de ce jour, entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait au Caire le 11 février 1976 en deux exemplaires originaux en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République de Grèce	Pour le Gouvernement de la République Arabe d' Egypte
JEAN M. VARVITSIOTIS	ZAKARIA TAWFIK ABDEL - FATTAH

ΕΜΠΟΡΙΚΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς 'Ελληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς 'Αραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου.

'Η Κυβέρνησις τῆς 'Ελληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς 'Αραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου λαμβάνουσαι ὑπ' ὄψιν τὰς ὑφισταμένας εὐνοϊκὰς συνθήκας διὰ τὴν περαιτέρω ἀνάπτυξιν τῶν ἐμπορικῶν σχέσεων μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν καὶ ἐμφορούμεναι ἐκ τῆς ἐπιθυμίας πρὸς ἐνθάρρυνσιν τῆς ἀναπτύξεως ταύτης βάσει τῆς ἰσότητος καὶ τοῦ ἀμοιβαίου συμφέροντος, συνεφώνησαν τὴν σύναψιν τῆς παρούσης 'Εμπορικῆς Συμφωνίας.

Ἄρθρον 1.

Αἱ δύο Κυβερνήσεις θὰ λάβουν ἅπαντα τὰ ἀπαιτούμενα μέτρα, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς ἐν ἰσχύι Νομοθεσίας εἰς ἑκάστην τῶν δύο Χωρῶν, διὰ τὴν διευκόλυνσιν καὶ τὴν ἀνάπτυξιν τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν κατὰ τρόπον ἰσόρροπον καὶ ἁρμονικὸν κατὰ τὴν περίοδον τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 2.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ παράσχουν ἀμοιβαίως τὴν ρήτραν τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Κράτους εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ εἰς τοὺς δασμοὺς καὶ τὰ παρεπόμενα δικαιώματα, τὰ ἐσωτερικὰ δικαιώματα καὶ τέλη, ὡς ἐπίσης καὶ ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὸν τρόπον τῆς εἰσπράξεως αὐτῶν τῶν δικαιωμάτων καὶ τελῶν, τῶν τελωνειακῶν διακανονισμῶν καὶ τῶν διαφόρων τελωνειακῶν διατυπώσεων τῶν σχετικῶν πρὸς τὴν εἰσαγωγὴν καὶ ἐξαγωγὴν τῶν ἐμπορευμάτων καταγωγῆς καὶ προελεύσεως τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν. 'Η μεταχείρισις αὐτὴ δὲν ἐφαρμόζεται :

α) εἰς τὰ πλεονεκτήματα τὰ ὁποῖα ἔχουν ἢ θὰ παρασχεθοῦν ὑπὸ τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν πρὸς ἕτερα Κράτη, πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς δημιουργίας μετ' αὐτῶν τελωνειακῆς ἑνώσεως ἢ ἱδρύσεως ζώνης ἐλευθέρων συναλλαγῶν,

β) εἰς τὰ πλεονεκτήματα τὰ ὁποῖα ἔχουν ἢ θὰ παρασχεθοῦν ὑπὸ τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν διὰ τὴν διευκόλυνσιν τῆς συνοριακῆς διακινήσεως μεταξὺ ὁμόρων Κρατῶν.

Ἄρθρον 3.

Ὁ διακανονισμὸς τῆς ἀξίας τῶν ἀνταλλασσομένων ἐμπορευμάτων μεταξὺ τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν, ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰ ἀναφερόμενα προϊόντα εἰς τοὺς Πίνακας Α (αἰγυπτιακαὶ ἐξαγωγαί) καὶ Β(ἑλληνικαὶ ἐξαγωγαί) θὰ ἐνεργῆται μέσῳ τοῦ Κλῆριγκ, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμφωνίας Πληρωμῶν μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν, τῆς ὑπογραφείσης σήμερον.

Οἱ ἐν λόγῳ Πίνακες θὰ ἰσχύσουν διὰ τὸ πρῶτον ἔτος τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας, καὶ θὰ ἀποτελέσουν τὴν βάσιν διὰ τὴν κατάρτισιν τῶν νέων πινάκων, διὰ τὸ δεύτερον καὶ τρίτον ἔτος τῆς ἰσχύος τῆς Συμφωνίας.

Ἄρθρον 4.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐπιτρέπουν τὴν εἰσαγωγὴν καὶ ἐξαγωγὴν καὶ ἑτέρων προϊόντων ἐκτὸς τῶν ἀναφερομένων εἰς τοὺς Πίνακας Α καὶ Β τοὺς μνημονευομένους εἰς τὸ ἄρθρον 3 παράγρ. α. Ἡ ἀξία τῶν μὴ ἀναφερομένων προϊόντων εἰς τοὺς Πίνακας Α καὶ Β, ὡς καὶ οἱ ναῦλοι, τὰ ἀσφάλιστρα καὶ τὰ σχετικὰ μὲ αὐτὰ ἔξοδα θὰ διακανονίζωνται εἰς μετατρέψιμα νομίσματα ἀποδοχῆς ὑπὸ τῶν δύο Μερῶν.

Ἄρθρον 5.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐπιτρέπουν τὴν εἰσαγωγὴν καὶ ἐξαγωγὴν τῶν ἐμπορευμάτων τὰ ὁποῖα θὰ καταστοῦν ἀντικείμενον ἀνταλλαγῶν μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν ἐν ἰσχύι Νομοθεσιῶν αὐτῶν.

Ἄρθρον 6.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη συνεφώνησαν ὅπως αἱ τιμαὶ τῶν παραδιδομένων ἐμπορευμάτων δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας καθορίζωνται ἐπὶ τῇ βάσει τῶν διεθνῶν τιμῶν, δηλαδὴ τῶν ἐφαρμοζομένων τιμῶν εἰς τὰς κυριωτέρας ἀγορὰς διὰ τὰ αὐτὰ ἐμπορεύματα.

Ἄρθρον 7.

Τὰ πρὸς ἀνταλλαγὴν ἐμπορεύματα θὰ προορίζωνται διὰ τὴν ἐσωτερικὴν κατανάλωσιν τῆς εἰσαγωγέως Χωρας· εἰς τὴν ἀντίθετον περίπτωσιν ἡ δυνατότης μιᾶς ἐνδεχομένης ἐπανεξαγωγῆς θὰ ὑποβάλληται εἰς τὴν προηγουμένην συγκατάθεσιν τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τῶν δύο Χωρῶν.

Ἄρθρον 8.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη ἐκ συμφώνου πρὸς τοὺς οἰκείους κανονισμοὺς αὐτῶν θὰ διευκολύνουν τὰς ἐνδιαφερομένας ἐπιχειρήσεις, ὅπως συμμετέχουν εἰς τὰς ἐμπορικὰς πανηγύρεις καὶ ἐκθέσεις αἵτινες θὰ λαμβάνουν χώραν εἰς τὸ ἔδαφος τῶν δύο Χωρῶν. Θὰ διευκολύνουν ὡσαύτως τὴν διερεύνησιν τῆς ἀγορᾶς καὶ τὴν ἀναλλαγὴν τῶν πληροφοριῶν.

Ἄρθρον 9.

Τὰ εἰσαγόμενα εἴδη εἰς ἑκάστην τῶν δύο Χωρῶν τὰ ὁποῖα θὰ προορίζωνται νὰ ἐκτεθοῦν εἰς τὰς πανηγύρεις, ἐκθέσεις καὶ δημοπρασίας, τὰ χρησιμοποιούμενα δείγματα καὶ ἐργαλεῖα διὰ τὴν συναρμολόγησιν καὶ τὴν ἐγκατάστασιν τῶν μηχανῶν, ὡς καὶ πᾶν ἕτερον εἶδος προβλεπόμενον ὑπὸ τῶν ἐσωτερικῶν κανονισμῶν, θὰ εἰσάγωνται εἰς ἑκάστην τῶν δύο Χωρῶν προσωρινῶς ἀπηλλαγμένα δασμῶν καὶ φόρων, συμφώνως πρὸς τοὺς τελωνειακοὺς κανονισμοὺς καὶ διατυπώσεις τὰς καθορισθείσας διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς ἐπανεξαγωγῆς των ἢ τῆς πληρωμῆς τῶν καθορισθέντων δασμῶν, εἰς περίπτωσιν μὴ ἐπανεξαγωγῆς ἐντὸς τῆς προβλεπομένης προθεσμίας.

Ἄρθρον 10.

Μία Μικτὴ Ἐπιτροπὴ ἀποτελουμένη ἐξ ἐκπροσώπων τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν θέλει συσταθῆ. Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη θὰ ἔχῃ ὡς ἔργον τὴν κατάρτισιν τῶν Πινάκων ἀνταλλαγῆς τῶν προϊόντων τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 3 τῆς Συμφωνίας ταύτης, τὴν ἐξέτασιν τῶν συνθηκῶν λειτουργίας τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τὴν διευκόλυνσιν τῆς ἐκτελέσεώς της. Αὕτη θὰ δύναται, εἰδικώτερον, νὰ ὑποβάλλῃ πᾶσαν πρότασιν διὰ τὴν διεύρυνσιν τῶν δυνατοτήτων τῶν ἀνταλλαγῶν καὶ τὴν βελτίωσιν τῶν ἐμπορικῶν σχέσεων μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ συνέρχεται ἅπαξ τοῦ ἔτους ἐναλλακτικῶς εἰς τὰς Ἀθήνας καὶ εἰς τὸ Κάϊρον.

Ἄρθρον 11.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ἀντικαθιστᾷ τὴν Ἐμπορικὴν Συμφωνίαν μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν τῆς 21 Μαΐου 1953, ὡς καὶ τὰ Πρωτόκολλα τὰ σχετικὰ πρὸς αὐτὴν καὶ τὰ οἰκεῖα παραρτήματα. Τίθεται ἐν ἰσχύι ἀναδρομικῶς ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1976 καὶ λήγει τὴν 31 Δεκεμβρίου 1978. Μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, ἐφ' ὅσον δὲν θὰ ἔχῃ καταγγελθῆ ὑπὸ τοῦ ἑνὸς ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς λήξεώς της, θὰ παρατείνεται σιωπηρῶς ἀπὸ ἔτους εἰς ἔτος, ἑκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν διατηροῦντος τὴν εὐχέρειαν ὅπως γνωστοποιῇ δι' ἐγγράφου προειδοποιήσεως τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς λήξεως μιᾶς οἱασδήποτε ἐτησίας προθεσμίας, πρὸς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος τὴν πρόθεσίν του ὅπως θέσῃ τέλος εἰς τὴν ἰσχύν της.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ὑπόκειται εἰς ἐπικύρωσιν ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο Χωρῶν.

Ἡ λῆξις τῆς παρούσης Συμφωνίας δὲν θέλει ἐπηρεάσει τὴν νομικὴν ἰσχὺν καὶ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν συναφθέντων συμβολαίων ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς Συμφωνίας ταύτης μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων ἐπιχειρήσεων καὶ ἐγκεκριμένων ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τῶν δύο Χωρῶν.

Ἐγένετο ἐν Καΐρῳ τὴν 11 Φεβρουαρίου 1976 εἰς δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα, εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν, τῶν δύο κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἀποδεικτικὴν ἰσχύν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας

(Ὑπογραφή) ΙΩΑΝΝΗΣ Μ. ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου

(Ὑπογραφή) ZAKARIA TAWFIK ABDEL—FATTAH

Πίναξ «Α»

Αἰγυπτιακὰ προϊόντα ἐξαχθησόμενα πρὸς τὴν Ἑλληνικὴν Δημοκρατίαν κατὰ τὸ πρῶτον συμβατικὸν ἔτος

Προϊόντα	Ποσότητες	Ἀξία εἰς $ ΗΠΑ
Βάμβαξ		12.000.000*
Ἀργὸν Πετρέλαιον	Τόννοι 400.000	500.000
Μέλασσα		
Κλωστοϋφαντουργικὰ ἐκ βάμβακος καὶ ἕτερα κλωστοϋφαντουργικὰ		250.000
Εἴδη ἐξ ὑάλου		50.000
Ὄρυζα CARGO		300.000
Φαρμακευτικὰ προϊόντα		50.000
Γλυκερίνη		50.000
Οἰνοπνευματώδη ποτὰ		50.000
Τεχνικὴ ξυλεία (NOVOPAN)		200.000
Πλαστικὰ προϊόντα		100.000
Ἀπορρίμματα λίνου		200.000
Ναφθαλίνη		100.000

Φωσφορικὰ ἅλατα ἀκατέργαστα	ἐνδεικτικῶς
Διάφορα	300.000

* Αἱ ποσότητες βάμβακος αἱ ὁποῖαι ἐξήχθησαν ἢ θέλουσιν ἐξαχθῆ ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1976 εἰς ἐκτέλεσιν ἤδη συναφθέντων συμβολαίων καὶ ἐγκεκριμένων ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τῶν δύο Χωρῶν, δὲν θέλουσιν ὑπολογισθῆ εἰς βάρος τῆς ὡς ἄνω ἀναφερομένης ποσοστώσεως.

Πίναξ «Β»

Ἑλληνικὰ προϊόντα ἐξαχθησόμενα πρὸς τὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Αἰγύπτου κατὰ τὸ πρῶτον συμβατικὸν ἔτος

Προϊόντα	Ἀξία εἰς $ΗΠΑ
Καπνὰ	26.000.000*
Ἐλαῖαι	800.000
Πολτὸς Ἐλαιολάδου	400.000
Ἀποστάγματα Οἴνων	1.800.000
Φαρμακευτικὰ Προϊόντα	700.000
Κολοφώνιον	150.000
Σμύρις	50.000
Μαστίχη	50.000
Χαρούπια	50.000
Χάρτης καὶ προϊόντα ἐκ χάρτου	200.000

* Ἡ ποσόστωσις αὕτη θέλει ἐκτελεσθῆ κατ' ἀναλογίαν περίπου 40% εἰς καπνὰ BURLEY καὶ περίπου 60% εἰς ἀνατολικὰ καπνά.

Αἱ ποσότητες καπνῶν αἱ ὁποῖαι ἐξήχθησαν ἢ θέλουσιν ἐξαχθῆ ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1976 εἰς ἐκτέλεσιν ἤδη συναφθέντων συμβολαίων καὶ ἐγκεκριμένων ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τῶν δύο Χωρῶν δὲν θέλουσιν ὑπολογισθῆ εἰς βάρος τῆς ὡς ἄνω ἀναφερομένης ποσοστώσεως.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΠΛΗΡΩΜΩΝ

Μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ των νὰ διευκολύνουν καὶ διακανονίσουν τὰς τρεχούσας πληρωμὰς μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν, συνεφώνησαν τὰ ἑξῆς :

Ἄρθρον 1.

Αἱ τρέχουσαι πληρωμαὶ μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν, αἱ ὁριζόμεναι ἐν τῷ σηνημμένῳ Πίνακι ὅστις ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον μέρος τῆς Συμφωνίας ταύτης αἱ πραγματοποιούμεναι ὑπὸ φυσικῶν ἢ νομικῶν προσώπων, διαμενόντων ἐν τῇ Ἀραβικῇ Δημοκρατίᾳ τῆς Αἰγύπτου πρὸς φυσικὰ ἢ νομικὰ πρόσωπα διαμένοντα ἐν τῇ Ἑλληνικῇ Δημοκρατίᾳ ἢ καὶ ἀντιστρόφως, θὰ διενεργοῦνται ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν γενικῶν κανονισμῶν ἐν ἰσχύι εἰς τὰς δύο Συμβαλλομένας Χώρας.

Ἄρθρον 2.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, ἡ «CENTRAL BANK OF EGYPT» (Κεντρικὴ Τράπεζα τῆς Αἰγύπτου), ἐνεργοῦσα διὰ λογαριασμὸν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου, θέλει ἀνοίξει εἰς τὰ βιβλία της ἐπ' ὀνόματι τῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος, ἐνεργούσης διὰ λογαριασμὸν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας, ἄτοκον λογαριασμὸν καὶ ἄνευ ἐξόδων, εἰς Δολλάρια ΗΠΑ (νόμισμα λογαριασμοῦ) καλούμενον «GREEK ACCOUNT 1976».

Ὁ Λογαριασμὸς οὗτος θὰ πιστοῦται μὲ ἁπάσας τὰς ἀναφερομένας πληρωμὰς ἐν τῷ συνημμένῳ Πίνακι, τὰς γενομένας ὑπὸ φυσικῶν ἢ νομικῶν προσώπων, διαμενόντων εἰς τὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Αἰγύπτου, ὑπὲρ φυσικῶν ἢ νομικῶν προσώπων διαμενόντων εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Δημοκρατίαν, καὶ θὰ χρεοῦται μὲ ἁπάσας τὰς ἀναφερομένας πληρωμὰς ἐν τῷ συνημμένῳ Πίνακι, τὰς γενομένας ὑπὸ φυσικῶν ἢ νομικῶν προσώπων, διαμενόντων εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Δημοκρατίαν, ὑπὲρ φυσικῶν ἢ νομικῶν προσώπων, διαμενόντων εἰς τὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Αἰγύπτου.

Ἄρθρον 3.

Τὰ ὑπόλοιπα τὰ ὁποῖα θὰ ἐμφανίζουν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης Συμφωνίας οἱ λογαριασμοὶ «GREEK ACCOUNT», προβλεπόμενος ὑπὸ τῆς Συμφωνίας Πληρωμῶν τῆς 30.6.1962 καὶ «GREEK ACCOUNT B» προβλεπόμενος ὑπὸ τοῦ Πρωτοκόλλου τῆς 30.6.1962, προσηρτημένου εἰς τὴν ἐν λόγῳ Συμφωνίαν, θέλουσι μεταφερθῆ εἰς τὸν λογαριασμὸν «GREEK ACCOUNT 1976» τὸν προβλεπόμενον ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 2 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Αἱ πληρωμαὶ αἱ ἀναφερόμεναι εἰς τὰς συναφθείσας συναλλαγὰς καὶ ἐγκριθείσας ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τῶν δύο Χωρῶν, αἵτινες ἔδει νὰ λάβουν χώραν μέσῳ τοῦ λογαριασμοῦ «GREEK ACCOUNT» θέλουσιν ἐνεργηθῆ μέσῳ τοῦ «GREEK ACCOUNT 1976».

Ἄρθρον 4.

Τὰ συμβόλαια τὰ σχετικὰ πρὸς τὰς ἀνταλλαγὰς ἐμπορευμάτων μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν θὰ συναφθῶσιν εἰς Δολλάρια ΗΠΑ καὶ τὰ τιμολόγια θὰ συντάσσωνται εἰς τὸ αὐτὸ νόμισμα.

Ἄρθρον 5.

Ἐφ' ὅσον αἱ ἁρμόδιαι Ἀρχαὶ τῶν ἐνδιαφερομένων Χωρῶν θὰ συνεφώνουν προηγουμένως ἐφ' ἑκάστης συγκεκριμένης περιπτώσεως, μεταφοραὶ θὰ εἶναι δυνατὸν νὰ ἐνεργηθοῦν ἀπὸ τοῦ «GREEK ACCOUNT 1976» εἰς ἕνα λογαριασμὸν μιᾶς τρίτης χώρας μετὰ τῆς ὁποίας ἡ Ἑλλὰς καὶ ἡ Ἀραβικὴ Δημοκρατία τῆς Αἰγύπτου εἶναι συνδεδεμέναι διὰ Συμφωνίας Πληρωμῶν.

Ἄρθρον 6.

Ὁ λογαριασμὸς «GREEK ACCOUNT 1976» ὁ ἀναφερόμενος εἰς τὸ ἄρθρον 2 τῆς Συμφωνίας ταύτης δύναται νὰ ἐμφανίζῃ ἐν χρεωστικὸν ἢ πιστωτικὸν ὑπόλοιπον μέχρις ἑνὸς ὁρίου 10.000.000 Δολλαρίων ΗΠΑ.

Πᾶσα ὑπέρβασις τοῦ προειρημένου ὁρίου θὰ διακανονίζεται ἑκάστοτε ὑπὸ τῆς ὀφειλέτιδος Τραπέζης τῇ αἰτήσει τῆς πιστωτρίας Τραπέζης εἰς ἐλεύθερα δολλάρια Η.Π.Α. ἢ εἰς πᾶν ἄλλον μετατρέψιμον νόμισμα τῆς ἀποδοχῆς τῆς πιστωτρίας Τραπέζης.

Ἄρθρον 7.

Ἡ «CENTRAL BANK OF EGUPT» καὶ ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος θὰ συμφωνήσουν ἐπὶ τῶν τεχνικῶν λεπτομερειῶν τῶν ἀπαιτουμένων διὰ τὴν κανονικὴν λειτουργίαν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 8.

Ἐάν, κατὰ τὴν λῆξιν τῆς παρούσης Συμφωνίας ὁ «GREEK ACCOUNT 1976» ὁ προβλεπόμενος ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 2, παρουσιάσῃ ἐν πιστωτικὸν ἢ χρεωστικὸν ὑπόλοιπον, τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ λάβουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ὅπως τὸ ὑπόλοιπον τοῦτο χρησιμοποιηθῇ ἐντὸς προθεσμίας ἑνὸς ἔτους διὰ τὴν ἀγορὰν ἐμπορευμάτων ἢ διὰ τὴν ἐνέργειαν τῶν τρεχουσῶν πληρωμῶν τῶν προβλεπομένων εἰς τὸν ἐν παραρτήματι Πίνακα, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας. Μετὰ τὴν λῆξιν τῆς τελευταίας ταύτης προθεσμίας, τὸ ὑπόλοιπον θὰ διακανονίζεται ὑπὸ τῆς ὀφειλέτιδος Τραπέζης εἰς ἐλεύθερα Δολλάρια Η.Π.Α. ἢ εἰς ἕτερον μετατρέψιμον νόμισμα τῆς ἀποδοχῆς τῆς πιστωτρίας Τραπέζης.

Ἄρθρον 9.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ἀντικαθιστᾷ τὴν ἐν ἰσχύι Συμφωνίαν Πληρωμῶν μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου ὡς καὶ τὸ πρωτόκολλον καὶ τὰς ἐν παραρτήματι αὐτῆς ἐπιστολάς. Τίθεται

ἐν ἰσχύι κατὰ τὴν ἡμέραν τῆς ὑπογραφῆς της καὶ λήγει τὴν 31.12.1978. Μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, ἐφ' ὅσον δὲν θὰ εἶχε καταγγελθῆ ὑπὸ τοῦ ἑνὸς ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς λήξεώς της θέλει σιωπηρῶς παραταθῆ ἀπὸ ἔτους εἰς ἔτος, ἑκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν διατηροῦντος τὴν εὐχέρειαν ὅπως κοινοποιῇ δι' ἐγγράφου προειδοποιήσεως τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς λήξεως μιᾶς οἱασδήποτε ἐτησίας προθεσμίας, πρὸς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος, τὴν πρόθεσίν του ὅπως θέσῃ τέλος εἰς τὴν ἰσχύν της.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ὑπόκειται εἰς ἐπικύρωσιν ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τῶν δύο Χωρῶν.

Ἐγένετο ἐν Καΐρῳ τῇ 11 Φεβρουαρίου 1976 εἰς δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα, εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας

(Ὑπογραφή): ΙΩΑΝΝΗΣ Μ. ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου

(Ὑπογραφή): ZAKARIA TAWFIK ABTEL—FATTAH

ΠΙΝΑΞ ΤΡΕΧΟΥΣΩΝ ΠΛΗΡΩΜΩΝ

1. Αἱ πληρωμαὶ διὰ τὰ ἐμπορεύματα καὶ προϊόντα τὰ ἀνταλλασσόμενα μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν, περὶ ὧν γίνεται μνεία εἰς τὸ ἄρθρον 3 τῆς Ἐμπορικῆς Συμφωνίας τῆς ὑπογραφείσης ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν, ὡς καὶ ἅπαντα τὰ σχετικὰ ἔξοδα μὲ αὐτάς.

2. Τὰ ἔξοδα Τραπέζης, αἱ προμήθειαι, κ.λ.π.........

3. Τὰ ἔξοδα συντηρήσεως τῶν διπλωματικῶν, προξενικῶν, ἐμπορικῶν καὶ λοιπῶν ἀντιπροσωπειῶν καὶ ἀποστολῶν.

4. Προξενικὰ ἔσοδα.

5. Τὰ ἔξοδα ταξειδίου καὶ παραμονῆς.

6. Τὰ δικαιώματα καὶ αἱ ὀφειλαὶ αἱ σχετικαὶ πρὸς τὰ διπλώματα εὑρεσιτεχνίας, ἐμπορικὰ σήματα, ἀδείας κατασκευῆς (LICENCES), συγγραφικὰ δικαιώματα καὶ λοιπὰ συναφῆ δικαιώματα.

7. Τὰ ἀσφάλιστρα, καὶ αἱ ἀσφαλιστικαὶ καὶ ἀντασφαλιστικαὶ ἀποζημιώσεις.

8. Τὰ ἡμερομίσθια, συντάξεις, ἀποδοχαί, μισθοὶ καὶ ἀμοιβαί.

9. Αἱ δαπάναι αἱ σχετικαὶ πρὸς τὰς κοινωνικὰς καὶ μορφωτικὰς δραστηριότητας, Πανηγύρεις καὶ Ἐκθέσεις, ἀθλητικάς, καλλιτεχνικὰς καὶ λοιπὰς συναφεῖς δραστηριότητας.

10. Αἱ ἐπισκευαὶ πλοίων, αἱ συνήθεις προμήθειαι τῶν πλοίων πλὴν τῶν καυσίμων.

11. Οἱ περιοδικοὶ διακανονισμοὶ τῶν διοικήσεων τῶν Τ.Τ. Τ. κ.λ.π.

12. Οἱ ναῦλοι οἱ προκύπτοντες ἐκ τῆς μεταφορᾶς τῶν ἐμπορευμάτων καὶ τῶν προσώπων μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν, οἱ ὀφειλόμενοι εἰς τὰς Ναυτικὰς καὶ Ἀεροπορικὰς Ἑταιρείας, Ἑλληνικὰς καὶ τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου. Πάντως, οἱ προκύπτοντες ναῦλοι ἐκ τῆς μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων καὶ προσώπων, μεταξὺ τῆς μιᾶς τῶν δύο Χωρῶν καὶ τρίτων χωρῶν θὰ διακανονίζωνται εἰς ἐλεύθερον συνάλλαγμα.

13. Τὰ Λιμενικὰ ἔξοδα.

14. Αἱ πληρωμαὶ αἱ προκύπτουσαι ἐκ τῆς ἐπιστημονικῆς καὶ τεχνικῆς συνεργασίας, τῆς ἐκπαιδεύσεως τῶν ὑπηκόων καὶ τῶν ἀποστολῶν ἐμπειρογνωμόνων.

15. Δικαστικοὶ Φόροι καὶ τέλη : πρόστιμα καὶ συναφῆ ἔξοδα.

16. Ἕτεραι πληρωμαὶ τῆς ἀποδοχῆς τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τῶν δύο Χωρῶν.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Ἐν παραρτήματι εἰς τὴν Συμφωνίαν Πληρωμῶν μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου ὑπογραφείσης τὸν Φεβρουάριον 1976.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναφερόμενα εἰς τὴν Συμφωνίαν Πληρωμῶν μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου, ὑπογραφείσης σήμερον, συνεφώνησαν τὰ ἑξῆς :

Διὰ τοῦ λογαριασμοῦ «GREEK ACCOUNT 1976» τοῦ προβλεπομένου ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 2 τῆς προειρημένης Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου, θὰ ἐνεργοῦνται αἱ μεταφοραί :

α) τῶν κεφαλαίων τῶν ὑπηκόων τῶν δύο Χωρῶν, κατὰ τὴν στιγμὴν κατὰ τὴν ὁποίαν ἐγκαταλείπουν ὁριστικῶς τὴν χώραν τῆς κατοικίας των, μέχρι τοῦ ἰσοπόσου τῶν 5000 Αἰγυπτιακῶν Λιρῶν, κατὰ οἰκογένειαν, β) τῶν κεφαλαίων τῶν Κληροδοτημάτων τῶν συσταθέντων ὑπὸ τῶν ὑπηκόων τῶν δύο Χωρῶν διὰ σκοποὺς μορφωτικούς, δημοσίας ὠφελείας καὶ κοινωνικῆς τοιαύτης μέχρι τοῦ ἰσοπόσου τῶν 2000 Αἰγυπτιακῶν Λιρῶν.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον, ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον μέρος τῆς Συμφωνίας Πληρωμῶν μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου, ὑπογραφὲν σήμερον, τίθεται ἐν ἰσχύι ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ὑπογραφῆς του.

Ἐγένετο ἐν Καΐρῳ τῇ 11 Φεβρουαρίου 1976 εἰς δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα, εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας

(Ὑπογραφή) : ΙΩΑΝΝΗΣ Μ. ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου

(Ὑπογραφή): ZAKARIA TAWFIK ABDEL-FATTAH

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 4 Ἰανουαρίου 1977

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ **ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ**

ΕΜΠΟΡΙΟΥ **ΙΩΑΝ. ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 10 Ἰανουαρίου 1977

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(2)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1

Περὶ συμπληρώσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 330/21-4/7-5-1973 Β. Διατάγματος «περὶ Ὀργανώσεως καὶ Λειτουργίας τῶν Ὑπηρεσιῶν τοῦ Ποινικοῦ Μητρώου».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει: α) Τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 573 τοῦ Κώδικος Ποινικῆς Δικονομίας, ὡς τοῦτο ἀντικατεστάθη ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 22 τοῦ Ν.Δ. 1160/1972 «περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ Ποινικοῦ Κώδικος, τοῦ Κώδικος Ποινικῆς Δικονομίας καὶ ἄλλων τινῶν ποινικῶν διατάξεων», καὶ β) τὴν ὑπ' ἀριθ. 917/1976 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν :

Ἄρθρον μόνον.

1. Εἰς τὸ συνοδεῦον τὸ ὑπ' ἀριθ. 330/21-4/7-5-1973 Β. Διάταγμα «περὶ Ὀργανώσεως καὶ Λειτουργίας τῶν Ὑπηρεσιῶν τοῦ Ποινικοῦ Μητρώου» παράρτημα, προστίθεται ὑπόδειγμα (ὑπ' ἀριθ. 5), ἔχον ὡς ἀκολούθως:

Ὑπόδειγμα 5

ΣΤΟΙΧΕΙΑ ΤΑΥΤΟΤΗΤΟΣ
ΚΑΤΗΓΟΡΟΥΜΕΝΟΥ
(καὶ λοιπαὶ ἐνδείξεις)

ΑΝΤΙΓΡΑΦΟΝ ΠΟΙΝΙΚΟΥ ΜΗΤΡΩΟΥ
ΤΥΠΟΥ Α (προσθία ὄψις)
ΕΙΣΑΓΓΕΛΙΑ ΠΡΩΤΟΔΙΚΩΝ ΑΘΗΝΩΝ

Ἀριθ. Πρωτ. ....

Π ρ ὸ ς

Εἰσαγγελέα Πρωτοδικῶν ....
Ὑπουργεῖον Δικαιοσύνης Γραφ. ΠΜ
Γραφεῖον ΠΜ (παρ' ἡμῖν)
Παρακαλοῦμεν ὅπως βεβαιώσητε τὴν ποινικὴν κατάστασιν τοῦ ἔναντι, ὑπ' ἀριθ. .... κατηγορουμένου.

Ὁ Εἰσαγγελεὺς

Ἀριθ. Πρωτ. ....

Π ρ ὸ ς

Εἰσαγγελέα Πλημμελειοδικῶν ....
Ἐπιστρέφεται δεόντως συμπεπληρωμένον μὲ τὴν παρατήρησιν ὅτι:

Ἐν .... τῇ ....

(ὀπισθία ὄψις)
ΠΟΙΝΙΚΗ ΚΑΤΑΣΤΑΣΙΣ ΤΟΥ ΠΡΟΣΘΕΝ ΑΝΑΓΡΑΦΟΜΕΝΟΥ ΚΑΤΗΓΟΡΟΥΜΕΝΟΥ
(Συμπληρωτέα ὑπὸ τοῦ Ποινικοῦ Μητρώου)

Τῆς καταδικαστικῆς ἀποφάσεως		Δικαστήριον ἐκδὸν τὴν ἀπόφασιν	Ἀξιόποινος πρᾶξις δι' ἣν κατεδικ.	Ἐπιβληθεῖσα Ποινὴ				Παρατηρήσεις
Ἀριθ.	Ἡμερομηνία			Εἶδος	Διάρκεια ποιν. στερητ. ἐλευθερ.			
					Ἡμερ.	Μῆν.	Ἔτη	
(1)								(2)
....								....
....								....
....								....
....								....
....								....

Βεβαιοῦται ἡ ὡς ἄνω ποινικὴ κατάστασις προκύπτουσα ἐκ τοῦ παρ' ἡμῖν Ποινικοῦ Μητρώου.

Ἐν .... τῇ ....197.....

Ὁ Προϊστάμενος τοῦ Ποινικοῦ Μητρώου

(1) Ἐν περιπτώσει μὴ ὑπάρξεως Δελτίου Ποινικοῦ Μητρώου τίθεται ἡ λέξις «ΜΗΔΕΝ» ἄλλως ἀναγράφονται αἱ καταδίκαι κατὰ χρονολογικὴν σειράν.

(2) Ἀναγράφονται πᾶσαι αἱ εἰς ἑκάστην καταδίκην ἀναφερόμεναι μεταβολαὶ ὡς καὶ ἡ χρονολογία ἀποτίσεως τῆς οινῆς.

π Τοῦ ἀνωτέρω ὑποδείγματος δύναται νὰ γίνῃ χρῆσις, ἀντὶ τοῦ ὑποδείγματος 2, παρὰ τῶν Εἰσαγγελικῶν Ἀρχῶν εἰς τὰς ὁποίας χρησιμοποιεῖται σύστημα ἀποτυπώσεως τῶν στοιχείων ταυτότητος τῶν κατηγορουμένων ἐπὶ πολλῶν συγχρόνως ἐγγράφων τῆς ποινικῆς διαδικασίας.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 28 Δεκεμβρίου 1976

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ